

Sortie de crise

Quel crédit accorder à l'accord politique du CCI d'Ivato ?

Tribune - Edito de Bill - 13/08/10

Intervenant récemment dans une émission d'une radio privée de la capitale, le Pr. Raymond Ranjeva est sceptique, très sceptique quant à l'issue de cette crise qui perdure. Il n'est pas le seul car nombreux sont ceux qui partagent cet avis en voyant les politicards et les politiciens de la politique politicienne, fossoyeurs du peuple, déployer leur intelligence pour conserver leur place pour les uns et décrocher les leurs pour les autres. Ils ont réussi à créer de nouvelles dépenses au moment où les étudiants des universités se plaignent depuis des semaines de problèmes financiers. Le président de l'université d'Antananarivo vient même ce mercredi 11 août de confirmer que l'Université d'Antananarivo n'a pas de budget de fonctionnement.

Qui sont-ils ces 83 partis et associations politiques, ou un peu plus ? Le journaliste et le chroniqueur politique n'y voient qu'une kyrielle de formations dont l'essentiel ou l'essence de leur vie réside uniquement dans le récépissé qu'elles ont obtenu lors de la déclaration auprès du ministère de l'Intérieur. Sur les 83 formations politiques présentes au Centre de conférence international (CCI) d'Ivato et qui ont débattu des affaires nationales et de la voie à suivre pour mettre fin à la crise, on ne recense au grand maximum que le tiers qui soient connues au niveau national ou du moins au niveau des ex-provinces. Le reste est inconnu du grand public et des journalistes et des chroniqueurs politiques. On dira tout au plus que les deux tiers sont des formations régionales ou issues des ex-ivondronana. Certaines ne sont que des formations familiales au sens large du terme ou à caractère ethnique ; elles étaient invisibles dans le paysage politique électoral. En tout cas, l'appel de Andry Rajoelina pour cette réunion du CCI Ivato a permis à des formations tombées dans la décrépitude, telle le VITM ou le GLM de ne pas tomber dans l'abîme de l'oubli (on a scruté la liste des 83 formations pour chercher le parti de Randriamorasa Solo Norbert mais en vain, l'UDECMA/KMTP est-il dans les parages ?).

Parmi le tiers qui soit connu, on remarque qu'une partie ne sort du lot des anonymes que parce que ces formations se sont fait tendre le micro, ou ont fait passer des articles pompeux dans la presse écrite de la capitale, moyennant une conférence de presse, trop souvent médiocre, suivie de coquetèles et d'enveloppes, dénommées « felaka » pour les plus médiatiques et qui s'en donnent les moyens. L'autre partie est connue tout simplement parce que ce sont de réels partis politiques, avec des structures qui fonctionnent, des hommes politiques et des militants véritables qui les animent, un statut, un projet de société et une idéologie claire. Ce dernier lot de formations politiques a déjà fait ses preuves dans les compétitions électorales, présidentielles ou législatives.

Ainsi est ce groupe hétéroclite du CCI Ivato, sans grand éclat car dominé par d'innombrables micro partis avec lesquels un petit nombre de grandes formations partage à égalité, au nom de la démocratie, la voix et le crédit sur des sujets d'envergure nationale et internationale. On ne s'étonnera donc pas si les débats et discussions ont abouti à des revendications de places et de nouvelles dépenses en plus de celles occasionnées par les « dinika santatra » et autres « raiamandreny mijoro ».

Les détracteurs du régime de la Haute autorité de transition (HAT) n'ont pas manqué de faire le rapprochement de la qualité de ce groupe du CCI Ivato avec la qualité d'ancien DJ du président de la HAT quand ils déplorent le peu d'empressement des dirigeants et des politiciens politicards à résoudre les problèmes des universités de Madagascar, dont l'exemple le plus récent est cette grève des personnels administratifs et techniques et ce budget de fonctionnement qui tarde à être débloqué. Comme si ce budget de fonctionnement n'était pas inscrit dans la loi des finances 2010 ou bien l'argent a-t-il été orienté pour ne pas dire détourné ailleurs ? La présidence de la HAT a, ce mercredi 11 août (cf. communiqué de la présidence), rappelé toutes les institutions à l'ordre budgétaire et à la restriction tout en observant au mieux les priorités de ce qui ne l'est pas. Le lendemain dans la soirée,

c'est-à-dire, ce jeudi 12 août 2010, les informations de la radio nationale indiquent que le budget de toutes les universités de Madagascar a été débloqué.

On ne pointera pas du doigt la présidence de la HAT ni le gouvernement mais on ne peut s'empêcher de s'interroger pourquoi avoir attendu que les universités soient au bord de l'asphyxie pour débloquer ce budget ? Les études supérieures sont-elles moins importantes ou ne présentent-elles que peu d'intérêts pour l'avenir de la nation pour ne libérer leurs allocations qu'au second semestre et après avoir semé le doute et le désarroi dans l'esprit du monde universitaire ?

La manière dont on cherche aujourd'hui à privatiser l'enseignement supérieur et à professionnaliser les filières, fait craindre une manœuvre tendant à dévaloriser l'esprit des facultés d'études universitaires. Osons espérer que ces craintes ne soient que les élucubrations des universitaires quant à la valeur des recherches et de la pédagogie d'enseignement. Beaucoup voient en effet dans la tendance croissante à former des techniciens supérieurs, une menace contre la réflexion et la recherche qui sont l'essence de l'université et des facultés. Une erreur et un risque que les 50 ans à venir ne sauraient courir dans le contexte de mondialisation et quand le pays est la cible de tous les « investissements ».

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Quel-credit,14532.html>